



Le journaliste de Vision 4, Directeur des rédactions du groupe de presse L'Anecdote pense que ce sont les militants du MRC qui accusent l'armée d'être auteur du carnage de Ngarbuh.

La polémique continue d'enfler au sein de l'opinion après l'annonce du massacre, selon certaines sources, d'au moins 22 personnes dans le département du Donga-Mantung, le 14 février, au cours des combats opposant l'armée aux séparatistes qui opèrent dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-ouest.

Sur le plateau de Tour d'Horizon hier mardi, les dinosaures sont revenus sur cette actualité. Pour Ernest Obama, il n'y'a aucun doute, ce sont les partisans de Maurice Kamto qui amplifient la polémique selon laquelle l'armée est responsable du carnage.

L'ancien DG de Vison 4 soutient fermement que le MRC veut par là construire l'opinion en sa faveur. Le journaliste laisse surtout entendre que cette stratégie savamment orchestrée par ce parti d'opposition vise également à attirer une sympathie internationale pour faire intervenir au Cameroun l'ONU et mettre en difficulté le régime du président Paul Biya. «**C'est la guerre des médias, c'est la guerre de la communication** », souligne Obama, [récemment agressé à Paris par les activistes de BAS](#), indiquant qu'il est toujours important, avant toute chose de se rappeler de ces personnes qui sont mortes.

Rappelons que le ministère de la Défense a « **démenti formellement les allégations mensongères** » à propos du rôle de l'armée dans le massacre de Donga-Mantung, assurant qu'il s'agit d'un « **malheureux accident** » après des échanges de tir entre forces de sécurité et rebelles sécessionnistes.

Pour renchérir, le ministre de la communication porte-parole du gouvernement, René Emmanuel Sadi, a déclaré au cours d'un point de presse hier que l'armée camerounaise est victime « **d'affabulations et d'allégations mensongères** ».

« Sans la moindre investigation préalable, ni quelque recoupement des données factuelles que ce soit, plusieurs activistes politiques, détracteurs invétérés, se présentant sous des étiquettes de “spécialistes des droits de l'Homme”, de “leaders ou de porte-parole de partis politiques”, ont immédiatement investi des médias nationaux et internationaux, pour imputer la responsabilité des conséquences de cet incident aux Forces Nationales de Défense et de Sécurité, par des déclarations intempestives et infondées », s'est insurgé le membre du gouvernement.

Le Secrétaire général des Nations Unies par la voix de son porte-parole Stéphane Dujarric a exprimé ses préoccupations face à cette situation. Dans un communiqué rendu public le 17 février 2020, il invité les autorités de Yaoundé à « **ouvrir une enquête et à prendre les dispositions nécessaires pour que les coupables répondent de leurs actes** ».
